



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 23 – 4 MARS 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**MALI :**  
**450 M EUR**  
**DE CONTRATS**  
**POUR LES**  
**ENTREPRISES**  
**FRANÇAISES**  
**EN 2015**

**MONNAIE**  
ELECTRONIQUE :  
**ORANGE OBTIENT LES**  
**AGREMENTS DANS 4**  
**PAYS D'AFRIQUE DE**  
**L'OUEST**

**TROIS NOUVEAUX**  
**CONCURRENTS POUR**  
**CANAL +**  
**EN COTE D'IVOIRE**

**HAUSSE DU NOMBRE**  
**DE GRANDS PROJETS EN**  
**AFRIQUE DE L'EST**

**AFRIQUE DU SUD :**  
**DEUX ANNONCES POUR**  
**AMELIORER LE SECTEUR**  
**DE LA SANTE**

**NIGERIA :**  
**BAISSE DE 60% DE**  
**L'ACTIVITE PORTUAIRE**  
**DU PAYS**

**OUVERTURE DU**  
**PREMIER AEROPORT**  
**AFRICAIN**  
**FONCTIONNANT A**  
**L'ENERGIE SOLAIRE**

**GRANDS LACS :**  
**CREATION D'UNE**  
**CHAMBRE D'AFFAIRES**

**LE SENEGAL**  
**LANCE LE**  
**DEVELOPPEMENT**  
**D'UNE CENTRALE**  
**PHOTOVOLTAÏQUE DE**  
**50-200 MW**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique de l'Est : hausse du nombre de grands projets

Le rapport 2015 Deloitte sur le secteur de la construction fait état d'une hausse du nombre de grands projets dans la région, qui s'élèvent à 61 en 2015 contre 51 en 2014, pour un montant global de 57,5 Mds EUR. Plus de la moitié des projets concerne le secteur des transports, contre 30% pour le secteur de l'énergie et 8% pour le secteur de l'eau. Ces projets sont majoritairement publics (85%), financés par les bailleurs multilatéraux (71%) et réalisés par des entreprises chinoises (36%). Les trois plus grands projets sont la ligne ferroviaire SGR (Kenya, 13 Mds USD), le port de Bagamayo (Tanzanie, 11 Mds USD) et le barrage Renaissance (Ethiopie, 4,7 Mds USD). La région représente 20% de l'ensemble des projets en Afrique, 15% en valeur.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : signature de deux accords de siège sur la souveraineté alimentaire et la sécurité maritime

La signature de deux accords avec la Commission de l'Océan Indien (COI), portant sur la création à Antananarivo d'une unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN 2015-2020) et sur l'implantation dans cette même ville d'un Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), s'est déroulée le 18 février en présence du président malgache, Hery Rajaonarimampianina. Le premier accord vise à faire de Madagascar le « grenier » de l'Océan Indien, et le second, un acteur incontournable dans la mise en œuvre de la stratégie africaine sur la sécurité maritime à l'horizon 2050.

✉ [maguy.ferrand@dgtresor.gouv.fr](mailto:maguy.ferrand@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique centrale : la BDEAC sommée de se réformer

Fini le temps où la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) délivrait des prêts à tort et à travers. La mission de son nouveau président, Abbas Mahamat Tolli : assainir les comptes et augmenter les ressources. Le 29 janvier, les bailleurs de fonds (FMI, Banque mondiale, BEI, BAD, AFD...) ont approuvé le plan d'action intérimaire mis en place par le nouveau président de la BDEAC, nommé à ce poste il y a six mois. Ce dernier a donc commandé une série d'audits, dégagé une feuille de route à court terme et mis entre parenthèses le plan stratégique 2013-2017, qui prévoyait d'investir 950 Mds FCFA dans les infrastructures. Objectif : assainir le système d'information et les procédures comptables.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Orange obtient des agréments d'émission de monnaie électronique en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali et en Guinée

Le groupe Orange vient de franchir un nouveau palier en matière de fourniture de services financiers via le mobile en Afrique de l'ouest. Ces agréments obtenus auprès de la BCEAO et de la BCRG (Banque centrale de la Guinée) lui permettent de gérer sans partenaire bancaire, comme c'était le cas jusqu'à présent, le paiement de factures ou des transferts d'argent à partir des comptes *Orange Money* de ses clients. Orange compte sur le continent près de 110 millions de clients (sur les 240 millions du groupe). En 2014, environ 4,5 Mds EUR de transactions ont été réalisées via *Orange Money* utilisé par 16,4 millions de ses abonnés.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Validation de la convention de concession du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou

Le gouvernement burkinabè vient d'approuver la nouvelle convention de concession du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou à SITARAIL, filiale du groupe Bolloré. Cette convention prévoit notamment : (i) le passage à une véritable concession de service public (auparavant le régime était plus proche de l'affermage) et (ii) l'instauration d'un régime fiscal spécial pour tous les biens et activités liés au développement et à l'entretien du réseau. Sur la base de cette convention, Bolloré devrait entamer très prochainement les travaux de rénovation de la ligne existante, dans le cadre du projet plus global de boucle ferroviaire entre Abidjan et Cotonou, via Ouagadougou et Niamey.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Etat d'avancement du processus de négociation de l'APE en Afrique centrale

Les ministres en charge du Commerce et les ministres ordonnateurs nationaux du FED de l'Afrique centrale, se sont réunis à Libreville afin d'examiner l'état d'avancement du processus de négociation de l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne. Le constat a été fait du retard pris par rapport aux autres sous-régions du continent dans l'adoption d'un accord. Les sujets encore en débat sont le degré de libéralisation du commerce de marchandises, les pays signataires souhaitant que cette libéralisation concerne moins que les 73 % des lignes tarifaires demandés par l'UE, la période de démantèlement tarifaire, qui doit être d'au moins 20 ans pour les pays, et la compensation de la suppression des droits de douane.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Forum dédié au développement du marché financier en Afrique centrale

Le 24 et 25 février, la commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (CONSUMAF) a organisé un forum international axé sur la problématique du développement du marché financier en Afrique centrale. Ce forum a permis de restituer l'étude sur le potentiel du marché financier de la zone économique régionale, réalisée par le cabinet Roland Berger, en partenariat avec la Banque mondiale et l'unité de gestion des réformes des institutions financières (UGIF). La mobilisation accrue de financements via l'émission de titres publics sur le marché régional, pourrait stimuler le développement du marché financier en Afrique centrale.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Grands Lacs : création d'une chambre d'affaires

Le secrétaire exécutif de la conférence internationale pour la région des grands lacs (CIRGL), Alphonse Ntumba Luaba, a annoncé mardi 23 février 2016 la création d'une chambre d'affaires de la CIRGL destinée à renforcer les échanges entre opérateurs économiques de la région.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : le budget 2016/17 renforce la discipline budgétaire

Le budget 2016/17 a été présenté le 24 février dans un contexte économique dégradé. Les prévisions de croissance ont été abaissées de 1,7 % à 0,9 % pour 2016 et de 2,6 % à 1,7 % en 2017. Le budget renforce la consolidation budgétaire avec un déficit sous le seuil des -3 % de PIB dès 2016/17. Les autorités entendent aussi maîtriser la progression de la dette publique brute, qui a dépassé le seuil des 50 % du PIB en 2015/16. Le budget prévoit une évolution à 50,5 % en 2018/19. L'effort de consolidation se ferait par une hausse contenue des dépenses grâce à une baisse du plafond de 25 Mds ZAR sur 3 ans, couplée à une redéfinition des priorités, et un rehaussement de la fiscalité de +18,1 Mds ZAR dès cette année.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : précisions sur le programme d'infrastructures

Le ministre sud-africain des Finances a présenté le 24 février le budget 2016/2017 qui prévoit, en matière d'infrastructures, 865,4 Mds ZAR d'investissements au cours des trois prochaines années, dont 292 Mds ZAR pour le secteur des transports (77 Mds ZAR alloués à Transnet pour l'acquisition de 232 locomotives pour son activité de fret général et 100 locomotives pour ses lignes de transport de charbon), 180,7 Mds ZAR pour l'énergie, 30 Mds ZAR pour l'eau et l'assainissement et le solde (261 Mds ZAR) répartis entre la santé, l'éducation et autres services.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Botswana : maintien d'une politique monétaire accommodante

La revue de politique monétaire 2016 publiée la semaine passée rappelle que la maîtrise actuelle de l'inflation (+2,7 % en g.a en janvier) permet la poursuite d'une politique monétaire accommodante. Pour 2016, les autorités s'attendent à ce que le taux d'inflation reste proche de la fourchette basse suivie par la Banque centrale de 3-6 %, grâce notamment à la modération de l'inflation importée. En matière de croissance, la Banque centrale prévoit une hausse du PIB de 4,2 % cette année, un seuil assez modeste comparé au taux moyen de 6,9 % enregistré sur la période 2010-13. Il s'agit cependant d'une nette accélération par rapport à la croissance de 1% affichée l'an dernier, en raison du ralentissement de la demande en diamants.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Lesotho : dérapage du déficit public sur fond de chute des revenus de la SACU (Union douanière d'Afrique australe)

Le budget 2016/17 a été présenté la semaine passée dans un contexte de net ralentissement de l'activité (1% en 2015/16 après 3,7% en 2014/15) dû à la faiblesse de la croissance en Afrique du Sud et à l'impact de la sécheresse. Les comptes publics ont été très affectés par les arriérés de paiements dus au secteur privé. En 2016/17, la croissance ne progresserait que de 2,2%, grâce à un rebond des secteurs minier et de la construction. Le déficit public est attendu à 9% du PIB en 2016/17 contre 3,2 % en 2015/16, en raison avant tout de la forte baisse des revenus issus de la SACU (de 23 à 17 % du PIB) et de la hausse des dépenses courantes.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : mise au point du ministre des Finances concernant les obligations EMATUM**

Le ministre des Finances a confirmé la semaine passée que la dette de la société publique EMATUM n'avait pas encore été restructurée alors que la prochaine échéance de remboursement interviendra en mars prochain. Il a indirectement confirmé que le gouvernement se substituerait à EMATUM. Le conseil financier du gouvernement pour cette opération est la banque locale BNI. Pour rappel, 850 M USD de *loan participation notes* ont été émises en septembre 2013 par la société publique EMATUM avec la garantie de l'Etat.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : surcroît de consolidation budgétaire**

Le budget 2016/17 insiste sur le besoin d'un surcroît de consolidation budgétaire alors que les recettes devraient pâtir de la baisse des revenus de l'union douanière d'Afrique australe (SACU) et du ralentissement de l'activité. Le taux de croissance 2016 a été revu à la baisse, de 5,1% anticipé dans la revue de mi-parcours, à 4,3%. Les autorités entendent renforcer la discipline budgétaire via des coupes dans les dépenses non-prioritaires, des reports de dépenses en capital et une limitation des hausses salariales dans la fonction publique. La fiscalité relative aux taxes environnementales, à celles sur l'essence, l'alcool et le tabac serait rehaussée. Les autorités espèrent ramener la dette de 37% du PIB en 2015/16 à 34,6% en 2016/17.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Swaziland : déclaration de l'état d'urgence face à la sécheresse**

Après des mois d'attente, le Swaziland a déclaré le 18 février dernier l'état d'urgence face à la pire sécheresse connue par le pays depuis 30 ans. Elle a conduit à la perte de 40 000 têtes de bétail et affecté l'alimentation de 300 000 personnes, soit le quart de la population du royaume. Le gouvernement a mis en place un plan de lutte contre la sécheresse, doté de 248 M ZAR (15 M EUR environ) dont 105 M ZAR provenant des ressources propres du gouvernement, le reste étant sollicité auprès de la communauté des bailleurs. Le premier ministre a aussi annoncé que le budget qui serait consacré à l'atténuation des conséquences de la sécheresse au cours des 5 années à venir atteindrait 1,4 Md ZAR (82 M EUR).

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : baisse de la perspective assortie à la notation de la dette souveraine par Fitch**

L'agence de notation Fitch a révisé à la baisse, de stable à négative, la perspective assortie à la notation de la dette souveraine de long terme de la Zambie, confirmée à B, toujours en catégorie hautement spéculative. Dans sa décision, Fitch a insisté sur le besoin de consolidation budgétaire au vu de la progression rapide de la dette, libellée pour les trois quarts en devises étrangères. La dette atteignait 51% du PIB fin 2015, soit près du double du niveau de 2012, en large partie du fait de la forte dépréciation du Kwacha. L'économie pâtit toujours de la faiblesse des cours du cuivre, de l'atonie de la demande externe et de l'impact de la sécheresse sur le secteur agricole et sur la production électrique.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : augmentation des exportations françaises, des importations minimales**

Les exportations françaises vers Djibouti ont progressé de 23,5% en 2015, pour atteindre 86,5 M EUR. Les premiers postes d'exportations sont les produits des industries agroalimentaires (17,1 M EUR, constitués principalement de plats préparés, produits laitiers et fromages), les équipements électriques et ménagers, ainsi que les machines industrielles, agricoles et diverses. Les importations françaises en provenance de Djibouti accusent une baisse de 1,8% et s'élèvent à 1,4 M EUR seulement. Elles sont principalement composées de produits manufacturés divers. En conséquence, la France affiche un excédent commercial de 85,1 M EUR en 2015 (en hausse de 24% par rapport à 2014).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la MCB abaisse sa prévision de croissance du PIB à 3,8 % pour 2016**

La *Mauritius Commercial Bank*, leader du secteur bancaire à Maurice, a revu à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2016 avec une estimation à 3,8%, contre 4% initialement. L'analyse de la MCB précise que cette révision est imposée par la détérioration des perspectives mondiales, tandis que l'impact des projets d'infrastructures annoncés par le gouvernement mauricien ne se fera sentir qu'à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2016. Concernant l'inflation, la MCB estime qu'elle restera encore à un niveau bas cette année, avec un taux de l'ordre de 1,5 %. S'agissant de l'emploi, la MCB mise sur un taux de chômage de 8%, identique à celui de 2015.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : réduction des émissions de bons du Trésor pour 2015/16**

Le gouvernement ougandais émettra environ 240 M EUR en bons du Trésor, soit 134 M EUR de moins que prévu, en raison d'une faible demande sur le marché domestique pour ses obligations. Les taux d'intérêts des bons pour 2015/16 varient entre 19,21 % (15 ans) et 24,93 % (1 an). Pour pallier ces difficultés de financements, l'État a diminué son budget tout en précisant que les grands projets ne seraient pas affectés.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : appréciation du naira sur le marché parallèle**

Fin février, le naira est passé de 390 NGN/1 USD à 300 NGN/1 USD sur le marché parallèle, en raison d'un ralentissement de la demande de USD, notamment à la suite de la légère remontée du prix du pétrole et des déclarations du président Buhari rejetant une fois de plus l'idée d'une dévaluation de la monnaie nigériane. Par ailleurs, la Banque centrale a démenti la semaine dernière vouloir interdire la convertibilité du naira pour le paiement des frais de scolarité et des factures médicales à l'étranger. Pour d'autres, cette appréciation s'explique par une hausse soudaine de l'offre de devises –ou par l'anticipation de celle-ci– sur le marché parallèle, renforcée par un mouvement de panique suite à ce renversement de tendance.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : déclin de la confiance des investisseurs dans l'économie**

La publication du NBS sur les importations de capitaux confirme que les difficultés rencontrées par l'économie nigériane (baisse du prix du pétrole, restrictions d'accès aux devises et dépréciation du naira) se traduisent par une perte de confiance des investisseurs. Ainsi, en 2015, le total des capitaux (catégorie regroupant les IDE, les investissements de portefeuille et

d'autres types d'investissement, notamment les dépôts et les prêts en devises) ont atteint 9,6 Mds USD, soit le niveau le plus bas depuis 2011. Cela représente une baisse de 53% par rapport aux 20,7 Mds USD enregistrés en 2014. Sur une base trimestrielle, les importations de capitaux ont chuté de 77% entre septembre 2014 et décembre 2015.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ **Reviement des promesses de campagne du président Buhari en matière d'assistance sociale**

Lors de la campagne présidentielle, le président Buhari avait promis de rémunérer 5 000 NGN (25 USD) par mois les jeunes chômeurs. Dans le contexte de restrictions budgétaires, le président juge désormais préférable d'allouer cette somme aux infrastructures, à l'éducation, à l'agriculture et à l'exploitation minière. Pour rappel, dans le projet de loi de finances présenté en décembre dernier, les dépenses sociales comptaient pour 16% du budget 2016 hors service de la dette.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ **Le Nigeria supprime les postes de 20 000 fonctionnaires « fantômes ».**

Le ministère des Finances vient d'annoncer la suppression de 20 000 postes de fonctionnaires « fantômes », ce qui devrait lui permettre de réaliser plusieurs millions de dollars d'économies mensuelles, chiffrées à 11,5 M USD pour le seul mois de février. Ces emplois fictifs ne représenteraient qu'une partie du personnel non existant qui touchent mensuellement des salaires dans la fonction publique. Ces mesures, qui font partie d'un plan de lutte contre la corruption mais aussi contre les dysfonctionnements du secteur public, doivent contribuer à renforcer les ressources budgétaires de l'Etat.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ **Gabon : revue article IV du FMI**

Le conseil d'administration du FMI a examiné le 19 février le rapport de la revue article IV du Gabon. La chute des cours du pétrole induit une détérioration notable des équilibres macroéconomiques. En dépit d'une relative résistance de la croissance à 4 % en 2015, les marges de manœuvre budgétaires se sont amenuisées et la dette publique a rapidement augmenté. Pour assurer la soutenabilité budgétaire et extérieure du Gabon, le FMI invite les autorités à aller plus loin dans l'ajustement des finances publiques tout en poursuivant la mise en œuvre du plan de diversification. Le FMI prévoit un taux de croissance de 3 % de l'économie en 2016.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ **RDC : vers le licenciement de 2200 travailleurs de l'entreprise minière Boss Mining**

La société Boss Mining, producteur de cuivre et de cobalt à Kakanda, localité située à environ 60 km au nord-ouest de Likasi au Katanga, devrait procéder à un licenciement massif de 2 200 travailleurs sur un effectif total de 3 800 personnes. L'entreprise a saisi le ministère de tutelle qui a donné son aval à ce licenciement pour des raisons de conjoncture économique. Son sous-traitant *Congo Cobalt Corporation*, réduira pour sa part son effectif de 71 %.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Afrique du Sud : l'UE accorde 5 M EUR au projet de télescope SKA

Le programme de recherche et d'innovation de l'Union européenne, Horizon 2020, a accordé 5 M EUR au projet de télescope *Square Kilometre Array* (SKA) pour financer la conception détaillée de l'infrastructure sur deux sites dans les régions du Murchison en Australie et du Karoo en Afrique du Sud. Un consortium dirigé par SKA South Africa a reçu 2,25 M EUR pour entreprendre la conception détaillée de la phase 1 en avril 2015 (réseaux électriques, routes, bâtiments, eau et assainissement, surveillance du site, etc...) pour une finalisation du design en avril 2017. Le projet international SKA a pour ambition de construire le plus grand radiotélescope du monde à horizon 2018 pour une exploitation des observations en 2020.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : vers une abrogation de l'*Advance Cargo Declaration*

Les efforts du secteur privé qui avait annoncé la suspension de toute participation au dialogue public-privé, conjugués à ceux des partenaires techniques et financiers contre l'instauration de l'*Advance Cargo Declaration* (ACD) qui imposait le paiement de 85 USD par conteneur en provenance/destination des ports malgaches, semblent avoir porté leurs fruits. Dans un communiqué conjoint du 1<sup>er</sup> mars 2016, le gouvernement et le secteur privé annoncent l'annulation de tout système d'enregistrement et de paiement de redevance et une réflexion commune sur la conception d'un système transparent et équitable de sécurisation des ports, en attendant l'arrêté interministériel qui abrogera officiellement l'ACD.

✉ [ccef@moov.mg](mailto:ccef@moov.mg)

### ▼ Maurice : privatisation de la gestion de l'eau à l'ordre du jour

Le ministre de l'Energie et des services publics a signé un accord avec la Banque mondiale, pour la réalisation d'une étude portant des recommandations en vue d'une réforme en profondeur du système de gestion de l'eau potable à Maurice. La première ébauche de l'étude, qui devrait être disponible en avril prochain, proposera un plan d'actions susceptible de déboucher sur la mise en place d'une forme de gestion déléguée pour la *Central Water Authority* ». La CWA, qui traite et distribue environ 230 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an (353 000 abonnés), reconnaît une perte en eau (*non-revenue water*) de l'ordre de 50 %.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : actualisation du cadastre de Kampala pour un meilleur recouvrement de la taxe foncière

La *Kampala Capital City Authority* (KCCA) a lancé un processus d'actualisation de son cadastre, qui n'avait pas été révisé depuis 2009. Selon les estimations, 250 000 propriétés n'y sont pas enregistrées, notamment des centres commerciaux. La mise à jour devrait durer 2 ans et coûter 2,3 M USD. Elle comprendra le recrutement d'enquêteurs, la révision du système de collecte de données et la numérisation des données. Cette dernière sera utilisée par les autorités locales pour la révision de la régulation des taxes foncières. Après cette mise à jour, les taxes foncières perçues par KCCA devraient atteindre 18,7 M USD par an (50 % de son revenu), contre 7,2 M USD (30 % du revenu) actuellement.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Seychelles : adoption de plusieurs mesures à caractère social**

À l'occasion de son discours sur l'état de la nation, le président J.A. Michel, a confirmé l'adoption d'une série de mesures à caractère social annoncées lors la campagne électorale qui a précédé sa réélection en décembre dernier : augmentation du salaire minimum et des retraites afin de les porter à environ 350 EUR par mois, versement d'un 13<sup>ème</sup> mois aux fonctionnaires (mesure susceptible d'être étendue au secteur privé), révision de la TVA sur les produits de première nécessité, introduction d'un barème progressif pour le calcul de l'impôt sur le revenu (contre un taux unique de 15 %), augmentation des allocations pour les jeunes diplômés etc.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : publication du livre blanc de l'association des grandes entreprises (AGET)**

L'AGET a remis son livre blanc au premier ministre togolais Komi Sélom Klassou. Le document se base sur une analyse économique pour formuler des recommandations et des mesures visant à favoriser le développement industriel du Togo. L'AGET réunit 48 des plus grandes sociétés du pays, tous secteurs confondus. Ensemble, ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires annuel de près de 700 Mds FCFA et emploient près de 10 000 personnes.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : rencontre entre le Premier ministre et le Medef International**

Le Premier ministre guinéen Mamadi Youlah était l'invité du Medef International le 26 février 2016 à Paris, à l'occasion d'une réunion de travail réunissant 50 chefs d'entreprise français. Il a, dans son exposé, présenté les priorités de son gouvernement qui sont entre autres : (i) la création d'emplois, (ii) le renforcement de la formation, notamment des jeunes et des femmes, (iii) l'amélioration du cadre d'investissement et (iv) le soutien aux entreprises locales. Lors des échanges, il a été invité à donner des précisions sur les questions fiscales en Guinée.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo : l'association 2AFC lance une campagne d'adhésion**

L'association Africa-France Congo (2AFC), créée en mars 2015, est la première association miroir en Afrique de la Fondation Africa-France pour une croissance partagée. Elle a lancé le 26 février à Pointe-Noire une campagne d'adhésion des entreprises à cette structure créée pour favoriser la promotion des échanges culturels et économiques entre la France et le Congo. L'éducation, la formation, l'agriculture, l'agro-industrie, la sous-traitance pétrolière, le bois et les services constituent les secteurs prioritaires de 2AFC.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Le Sénégal rejoint l'initiative *Scaling Solar* d'IFC et lance le développement d'une centrale photovoltaïque

L'accord signé le 9 février 2016 entre IFC et le Sénégal prévoit la sélection d'investisseurs privés pour développer une centrale photovoltaïque d'une capacité allant de 50 à 200 MW devant être mise en service dans un délai de deux ans. L'initiative *Scaling Solar* lancée par IFC en 2015 vise à faciliter le développement de projets photovoltaïques en proposant aux Etats les services intégrés du groupe Banque mondiale regroupant (i) une assistance technique, (ii) une assistance à la sélection des investisseurs, (iii) une documentation contractuelle standard, (iv) des solutions de financement et (v) des solutions d'assurance et de gestion des risques (notamment politiques).

✉ victor.grandguillaume@gide.com

### ▼ Afrique du Sud : inauguration du premier aéroport africain fonctionnant à l'énergie solaire

La ministre sud-africaine des Transports a inauguré le 26 février 2015, le premier aéroport fonctionnant à l'énergie solaire du continent africain. Cet aéroport situé à proximité de la ville de George, à 420 km à l'est du Cap bénéficiera de l'énergie produite par 200 m<sup>2</sup> de panneaux solaires, soit 750 KW. L'aéroport sera totalement indépendant au plan énergétique et le surplus de production pourra être cédé à Eskom, la compagnie sud-africaine de production et de distribution d'électricité. La mise en place de cette unité de production a été directement assurée par l'Airports Company South Africa, un démembrement du ministère des transports également en charge de la gestion de cet aéroport.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

### ▼ Cameroun : pré-qualification de 13 entreprises pour l'attribution d'un contrat de construction d'une ligne électrique

L'entreprise publique camerounaise en charge de la gestion des infrastructures électriques, *Electricity Development Corporation* (EDC) a annoncé, le 25 février 2016, la pré-sélection de 13 entreprises pour l'attribution d'un contrat de construction d'une ligne électrique devant relier le projet hydroélectrique de Lom Pangar, à l'est du pays. Quatre entreprises françaises figurent dans la liste des entreprises qui pourront déposer une offre d'ici le 6 mai 2016. La construction de cette ligne électrique s'inscrit dans la mise en fonctionnement du barrage hydroélectrique de Lom Pangar prévue en juillet 2016 dont le coût est estimé à 132 M USD.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

### ▼ Ouganda : un financement de 240 M USD accordé à une entreprise chinoise pour l'exploitation de phosphate de Sukulu

L'entreprise chinoise *Guangzhou Dongsong Energy Group* a signé un accord financier de 240 M USD avec l'*Industrial and Commercial Bank of China* et le groupe *Standard Bank* (Afrique du Sud). Ces fonds financeront l'établissement de la mine, la construction d'usines de phosphate et d'acide sulfurique pour une production de 300 000 et 400 000 tonnes/an, et d'une usine d'enrichissement des minerais de phosphate d'une capacité de 2 millions de tonnes par an. L'usine approvisionnera également le secteur agricole ougandais en engrais. Il s'agit d'un des plus importants investissements privés dans le secteur minier en Ouganda, qui pourrait également générer 1000 emplois directs.

✉ nina.llado@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Ouganda : nouveau projet d'usine géothermique

L'entreprise ougandaise *Green Impact Development Services*, prévoit de construire une centrale électrique géothermique de 100 MW à Buranga (ouest de l'Ouganda). Le coût d'installation de la centrale est évalué à 42 M USD. L'électricité sera utilisée par le secteur productif (industrie et agriculture). À ce jour, plus de 40 explorations géothermiques ont été menées en Ouganda. Outre Buranga, les zones de Katwe-Kikorongo (sud-ouest de l'Ouganda) et Kibiro (est) pourraient être prochainement exploitées. Leur capacité géothermique combinée est estimée à 450 MW. Le gouvernement souhaite promouvoir les énergies renouvelables pour répondre à la croissance de la demande d'électricité (+8 % par an), portée par la croissance économique et démographique du pays.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : discussions pour la construction d'un premier gazoduc

Le ministre soudanais du Pétrole a ouvert des discussions avec *China National Petroleum Corporation* (CNPC) pour construire le premier gazoduc au Soudan, ainsi qu'avec une société chinoise de gaz naturel, pour une transformation locale. Le Soudan avait, en septembre 2015, accordé à CNPC des concessions pétrolières dans les provinces de la Mer Rouge, du Sinnar et du Kordofan occidental. Trois concessions avaient également été octroyées en janvier dernier à l'opérateur pétrolier indien *Oil and Natural Gas Corporation Ltd.* (ONGC). Le Soudan produit actuellement 115 000 barils de pétrole par jour, mais est importateur net de produits pétroliers.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : adoption des textes relatifs à la Banque africaine d'investissement

Le parlement togolais vient de voter le projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la Banque africaine d'investissement (BAI) et ses statuts. La BAI est une banque d'investissement dont la création, initiée par l'Union africaine, a été actée en 2009 à Addis-Abeba. Le capital social initial autorisé de cette Banque est de 25 Mds USD. Elle a cinq principaux bailleurs de fonds que sont la Libye, le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie et l'Afrique du Sud. La ratification du protocole au Togo permet de lancer les activités dans le pays.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : 450 M EUR de contrats pour les entreprises françaises en 2015

En 2015, les entreprises françaises ont signé pour environ 450 M EUR de contrats au Mali. Jusqu'en 2013, les entreprises françaises ne signaient qu'entre 20 et 30 M EUR de contrat dans le pays chaque année. Les points les plus significatifs de ces contrats ont été : (i) le projet de production de passeports sécurisés avec Oberthur Technologies pour 10 ans (70 M EUR), (ii) le lot 2 du projet de Kabala (fourniture d'eau potable à Bamako) avec le groupement français Degremont-OTV-AI Project-Sogea Satom (70 M EUR), (iii) le projet de construction de la route 2x2 entre Bamako et Koulikoro (70 M EUR) avec Sogea Satom et (iv) la construction d'une centrale solaire de 70 MW à Kita par Akuo Energies (80 M EUR).

✉ [nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : financement du fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose

Le fonds mondial et les autorités maliennes viennent de procéder à la signature de trois conventions portant sur un montant global de 105 M EUR, visant à financer sur deux ans des programmes d'éradication de ces trois maladies dans le pays : le Sida (46 M EUR), le

paludisme (55 M EUR) et la tuberculose (8 M EUR). Créé en 2002, ce fonds est un partenariat entre gouvernements, société civile et secteur privé. Il collecte et investit presque 4 Mds USD par an à l'appui de programmes menés par des ONG internationales et des experts locaux dans les pays qui en ont le plus besoin. La France en est le deuxième contributeur avec 360 M EUR soit 13 % des ressources.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : emprunt de 35 Mds FCFA par la société de développement du coton (SODECOTON)

SODECOTON a emprunté 35 Mds FCFA auprès de cinq banques pour financer sa campagne 2016. Ce crédit serait extensible à 40 Mds FCFA, en fonction des besoins exprimés. La Commercial Bank of Cameroun (CBC) en charge de l'arrangement de l'opération, a contribué à hauteur de 8 Mds FCFA. Afriland First Bank a apporté la contribution la plus importante qui s'élève à 15 Mds FCFA. Viennent ensuite la Bicec (6 Mds FCFA), UBA (5 Mds FCFA) et la Société générale (1 Md FCFA). La mise en place du concours a été rendue délicate par la situation financière dégradée de la filière, qui a entraîné des retards de paiement aux producteurs et aux fournisseurs. Le prêt bancaire vient s'ajouter à un prêt de 48,2 Mds FCFA de la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), filiale du groupe de la Banque islamique de développement (BID).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : autorisation d'une émission de titres publics sur le marché régional, d'un montant de 300 Mds FCFA

Le décret présidentiel autorisant cette opération a été rendu public le 1er mars 2016. Cet argent servirait au financement des projets de développement inscrits dans la loi de finances pour l'exercice 2016. Pour mémoire, 21 Mds FCFA de bons de trésor ont déjà été émis depuis le début de l'année. Ce montant de 300 Mds FCFA est conforme au plafond mentionné dans la loi de finances 2016. En 2015, le plafond avait dû être relevé.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo : 27 entreprises obtiennent l'agrément de l'État pour leurs projets d'investissement

Sur 30 dossiers soumis pour approbation lors de la 1ère session 2016 de la commission nationale des investissements qui s'est réunie le 29 février, 27 entreprises ont été retenues et 3 autres renvoyées à la prochaine session, pour des projets d'investissements évalués à 419 Mds FCFA (639 M EUR). Les projets examinés concernent des secteurs d'activité variés tels que : l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, les bâtiments et travaux publics, le transport routier, les services pétroliers, l'hôtellerie, l'exploitation forestière et la transformation du bois. Pour rappel, 30 entreprises avaient obtenu en 2015 des agréments pour des investissements estimés à 180 Mds FCFA (275 M EUR).

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo : la route nationale n°1 désormais ouverte à la circulation

Le chef de l'État congolais a inauguré le 1<sup>er</sup> mars à Yié, dans le district d'Ignié, le dernier tronçon, Dolisie-Brazzaville (375 km), de la route nationale n°1 (RN1) longue de 535 km reliant Pointe-Noire à Brazzaville. Lancés en octobre 2007, les travaux de construction de la RN1 ont été réalisés par la société *China State Construction Engineering Corporation* (CSCEC) pour un coût global de 867 Mds FCFA (1.321 M EUR). Outre les 36 ponts et les postes de péage et de pesage érigés sur cette route, deux échangeurs, l'un à Pointe-Noire et l'autre à Yié, sont encore

en construction. A la fin de ces travaux, Pointe-Noire (sud) sera relié à Ouessou (nord) par un axe d'environ 1 400 km.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Coopération entre la RDC et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)**

Au cours d'une rencontre entre le premier ministre congolais, Augustin Matata Ponyo et le chef de la délégation de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ouldtah, ce dernier a fait part de l'intention de la BADEA d'accompagner la RDC dans plusieurs projets notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie et des infrastructures. Les deux parties ont également convenu de la possibilité de mettre en place des lignes de financement du commerce extérieur pour financer l'exportation des pays arabes vers la RDC.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : projet de réglementation concernant les indications géographiques

Le département sud-africain de l'agriculture a publié le projet de réglementation spécifique aux appellations d'origine (AO) et aux indications géographiques (IG) pour les produits agricoles et agroalimentaires dans le cadre de la loi sur les normes des produits agricoles. Il s'agit d'une première en Afrique du Sud car, jusqu'à présent, seuls les vins et boissons spiritueuses disposaient d'une réglementation spécifique concernant les indications géographiques. Le projet de réglementation définit l'appellation d'origine et l'indication géographique, précise les critères d'enregistrement, d'étiquetage, les conditions d'éligibilité et les modalités de contrôle.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : progression de 20% des exportations françaises agro-alimentaires en 2015

Le montant total des exportations agricoles et agro-alimentaires françaises vers l'Afrique du Sud a atteint 177 M EUR en 2015, soit une progression de 20 % sur un an. Malgré la dépréciation du rand par rapport à l'euro qui pénalise nos exportations, le secteur est porté par la croissance soutenue des exportations de vins et spiritueux et par la hausse très forte des exportations de viandes de volailles (+ 138 %). Le total des importations agricoles françaises depuis l'Afrique du Sud s'est élevé en 2015 à 195 M EUR. La balance commerciale, bien que structurellement déficitaire pour la France, se réduit de moitié en 2015 et s'établit désormais à - 18 M EUR.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Maurice : lancement d'un projet d'agriculture raisonnée

La chambre d'agriculture de Maurice vient de présenter les résultats d'une étude sur l'utilisation des intrants, réalisée auprès d'un échantillon de 300 planteurs vivriers. Cette enquête, financée en partie par l'AFD et par le CIRAD, fait ressortir une utilisation de plus de 60 substances actives dans les champs. La chambre d'agriculture milite pour une maîtrise de l'utilisation des pesticides et des engrais. À Maurice, l'agriculture vivrière – qui représente une production de 115 000 tonnes de légumes par an - est pratiquée par plus de 10 000 agriculteurs, dont seuls 10% sont propriétaires des champs cultivés.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : restrictions sur les importations de sucre

Le président tanzanien J. P. Magufuli a imposé des restrictions sur la délivrance de licences d'importation de sucre, dans le but de protéger l'industrie locale, affectée par les achats illicites à bas prix depuis l'étranger. 590 000 tonnes de sucre seraient consommées annuellement en Tanzanie, alors que la production des quatre principales entreprises locales - Kagera Sugar, Kilombero, Mtibwa et Tanganyika Plantation Company (TPC) - représenterait 290 000 de tonnes. Les importations comblent le déficit. Un haut représentant de TPC estime que la contrebande occasionnerait annuellement 40 M USD de pertes pour le gouvernement.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : don chinois de machines et équipements agricoles

Un don de la Chine d'une valeur de 1,6 M USD porte sur 50 tracteurs avec accessoires, 50 motoculteurs, 150 motopompes et 50 décortiqueuses de riz. Il a été remis à la ministre guinéenne de l'Agriculture, Jacqueline Marthe Sultan, le 26 février dernier au centre d'expérimentation et de perfectionnement au machinisme agricole de Guinée (CEPERMAG). Pour mémoire, ce centre a été créé en 1979 en partenariat avec la France, avec pour objectifs, la formation des cadres opérationnels dans les domaines de l'utilisation, de la réparation et de la maintenance des matériels agricoles.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : un budget de 10 Mds FCFA pour améliorer la productivité agricole

Le comité national de pilotage du programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO)-Mali a tenu sa sixième session, sous la présidence du secrétaire général du ministère de l'Agriculture. Au terme de cette session, le budget annuel 2016 de ce comité a été arrêté à 10 Mds FCA, dont 8,4 Mds FCFA prévus pour les investissements. Le PPAAO est une initiative sous régionale qui regroupe 13 pays de la CDEAO. La première phase a permis l'installation d'un cadre opérationnel de renforcement des mécanismes régionaux tandis que la deuxième phase a permis de renforcer les centres nationaux de spécialisation jusqu'en 2018.

✉ [nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Congo vise 23.000 ha supplémentaires de plantations de cacao

Le ministre congolais de l'Agriculture et de l'élevage et celui de l'Économie et des finances ont procédé le 22 février, à la cérémonie de lancement de la distribution des plants de la pépinière de Madiboungou (une banlieue de Pokola, dans le département de la Sangha). Cette donation de l'État congolais s'inscrit dans le plan national de développement (PND) de la production de cacao qui vise à relancer la filière avec pour objectif de planter 23.000 ha de cacaoyers en 5 ans dans 6 départements du pays. La relance de cette filière est le fruit d'un protocole d'accord conclu en juin 2013 entre le gouvernement congolais et la société forestière singapourienne CIB Olam, qui dispose d'une pépinière.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : SIAT-Gabon en phase de restructuration

La société SIAT Gabon, née de la reprise des actifs de plusieurs sociétés gabonaises privatisées il y a 10 ans, est un acteur majeur dans l'exploitation des cultures de palmier au Moyen-Ogoué, des cultures d'hévéa au Woleu-Ntem et à l'Estuaire, et de l'élevage à la Nyanga. Elle appartient au groupe agroindustriel belge SIAT. SIAT Gabon fait face à l'effondrement des cours du caoutchouc et serait contrainte à des mesures d'austérité. Outre une réorganisation de la filière palmier à huile, des réductions d'effectifs, notamment expatriés, et des cessions de bâtiments pourraient avoir lieu.

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Afrique du Sud : augmentation des tarifs d'électricité

Le régulateur national de l'énergie (Nersa) a consenti, dans le cadre du mécanisme de réglementation budgétaire (*Regulatory Clearing Account*), une hausse de 9,4 % des tarifs

d'électricité pour l'année fiscale 2016-17 (qui débute le 1er avril), visant à dégager 11,2 Mds ZAR, sur les 28 Mds ZAR demandés en novembre dernier par la compagnie nationale d'électricité Eskom pour couvrir les écarts entre coûts et revenus enregistrés sur l'année budgétaire 2013/14. Nersa a calculé le montant du recouvrement des dépenses en diesel (1,3 Mds sur 8 Mds ZAR) utilisé par les turbines à gaz (*peakers*) sur la base du prix du charbon qui aurait dû être consommé si les centrales thermiques avaient fonctionné normalement.

✉ [louise.authie-raimbault@dgtresor.gouv.fr](mailto:louise.authie-raimbault@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Mozambique : le conseil des ministres approuve le plan de développement du champ gazier d'ENI**

Le conseil des ministres du 23 février dernier a approuvé le plan de développement présenté par l'italien ENI pour le projet de mise en production de son champ gazier, « Coral », dans le nord du pays. Une usine de liquéfaction flottante sera installée avec 2,5 M de tonnes de gaz, avec en option une seconde phase de capacité similaire : Technip, associé au coréen Samsung Heavy Industries et au japonais JGC, est en compétition face à deux autres consortiums, constitués d'une part de l'italien Saipem, du japonais Chiyoda et du sud-coréen Hyundai Heavy Industries, et d'autre part de l'américain KBR et du coréen Daewoo. La décision de sélection est attendue dans les mois qui viennent.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Côte d'Ivoire : inauguration de la centrale thermique de CIPREL**

La Côte d'Ivoire a inauguré le 18 février la dernière phase de l'extension de la centrale thermique de CIPREL, en présence du président Alassane Ouattara. Grâce à un investissement de plus de 340 M EUR, l'installation porte sa capacité totale à 556 MW. Filiale du groupe franco-africain Eranove, producteur et distributeur d'électricité et d'eau potable en Afrique de l'ouest, CIPREL représente plus du quart de la production ivoirienne et confirme sa place de premier producteur privé d'électricité du pays. La technologie du cycle combiné utilisée pour cette extension induit une optimisation du coût de production de l'énergie et permet d'éviter l'émission de 500 000 tonnes de CO2 par an dans l'atmosphère.

✉ [ma@35nord.com](mailto:ma@35nord.com)

### ▼ **Tanzanie : renforcement du contrôle des importations de pétrole pour lutter contre la fraude fiscale**

Le gouvernement a décidé d'imposer à tous les propriétaires de stations-service d'installer des dispositifs visant à contrôler les transactions, dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale. Ces dispositifs, connectés directement aux pompes à essence, devront être installés avant le 1er mars, sous peine d'amendes ou de fermeture des stations. Cette annonce fait suite à la suspension de deux hauts responsables de l'agence des poids et mesures, après la découverte au port de Dar Es Salaam de débitmètres de pétrole censés contrôler les importations de pétrole et la perception des recettes, non utilisés depuis 5 ans. Les importations de pétrole représentaient 3 Mds USD en juillet 2015.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : hausse du nombre d'attaques sur les installations pétrolières dans le Delta du Niger**

La compagnie Shell s'est déclarée en situation de « force majeure » – une clause dans les contrats qui libère les parties de leurs obligations dans le cas d'un événement hors de leur contrôle – une semaine après une attaque à la bombe contre un pipeline immergé. L'entreprise, 1er producteur de pétrole du pays, travaille à contenir la fuite, et son terminal pourrait rester

fermé jusqu'en avril. L'augmentation du nombre d'attaques laisse craindre une baisse de la production de pétrole, qui aurait des conséquences catastrophiques sur l'économie nigériane : lors de la précédente insurrection (2006-2009), la production journalière de pétrole (autour de 2M b/j) avait été divisée par deux.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : le gouvernement soutient les initiatives de valorisation énergétique des déchets**

Lors d'une rencontre avec les dirigeants de l'université de Maiduguri, le secrétaire d'Etat à l'Energie, aux travaux publics et à l'habitat, a annoncé le soutien du gouvernement aux initiatives académique concernant la formation de jeunes ingénieurs spécialisés et la recherche fondamentale relatives aux problématiques environnementales. Le secrétaire d'Etat souhaite que ces programmes contribuent au mix énergétique national, à la création de richesses à moyen terme et favorisent la gestion des déchets dans les grands centres urbains du pays afin d'améliorer la qualité de l'air et de l'eau.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : le secteur minier tente de faire peau neuve**

Le ministre des Mines, Kayode Fayemi, vient de détailler la stratégie qu'il souhaite mettre en place pour redynamiser le secteur minier, considéré comme prioritaire dans la politique de diversification du président Buhari, et d'annoncer deux mesures à effet immédiat afin d'attirer les investisseurs internationaux : 1) la suspension de 1 500 licences d'exploitation non-utilisées ou illégales; 2) la signature d'un protocole d'accord entre le ministère des Mines et le ministère de l'Intérieur pour mieux sécuriser les sites d'extraction, avec le déploiement d'une force constituée de 5 000 hommes.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Guinée : le pays se dote d'une stratégie nationale pour l'énergie durable**

Ce document a été transmis au ministre guinéen de l'Energie et de l'hydraulique le 23 février dernier par le directeur pays du PNUD en Guinée. Il s'inscrit dans le cadre de « l'énergie durable pour tous à l'horizon 2030 (SE4ALL) » lancée en 2012 par l'ONU. Cette initiative vise trois objectifs à atteindre d'ici 2030 : (i) assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes, (ii) doubler le taux global de l'amélioration de l'efficacité énergétique et (iii) doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial pour atteindre au moins 30 % de l'offre d'énergie. Le coût global des actions envisagées pour atteindre les objectifs de SE4ALL en Guinée est évalué à près de 8 Mds USD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Gabon : baisse du chiffre d'affaires de Total en 2015**

Le chiffre d'affaires de Total Gabon a diminué de moitié en 2015, s'élevant à 842 M USD contre 1,538 Md USD en 2014. Ce repli est pour l'essentiel imputable à la baisse du prix de vente moyen des bruts de Total Gabon à 46,8 USD, contre 93,6 USD en 2014. Il n'a été que partiellement compensé par la hausse de 7 % des volumes vendus.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Industries

### ▼ Afrique du Sud : deux annonces pour améliorer le secteur de la santé

A l'occasion de son discours sur l'état de la nation le 11 février dernier, le président Zuma a annoncé le lancement d'un laboratoire pharmaceutique public. Doté de son propre site de production, ce laboratoire aura pour mission principale de mettre fin aux pénuries de produits pharmaceutiques de base. En parallèle à cette mesure, le gouvernement a annoncé le remplacement de l'actuel Conseil de contrôle des médicaments (*Medicine Control Council - MCC*), par l'autorité sud-africaine de régulation des produits médicaux (*South African Health Product Regulation Authority - Sahpra*) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

### ▼ Tanzanie : plus de 200 agences de compensation ont été interdites d'opérer dans les ports

L'autorité des ports a interdit à plus de 200 agences de compensation d'opérer dans un des ports sous sa surveillance, tant que celles-ci n'auront pas payé les taxes dues, ou produit les documents attestant de leur paiement. La *Tanzania Freight Forwarders Association* (TFFA), conteste ces accusations, accusant les autorités du port d'avoir détruit les preuves de leur paiement, alors qu'une équipe indépendante a été chargée de l'affaire par le gouvernement. Une semaine après l'annonce, 107 entreprises ont été autorisées à opérer de nouveau après le paiement de leurs taxes. Le gouvernement, qui a réduit la part de l'aide budgétaire dans le projet de budget, souhaite accélérer la collecte de recettes publiques.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : le pays augmente sa capacité de production de ciment grâce au marocain Cimaf

Le premier ministre ivoirien a inauguré le 1er mars la seconde ligne de broyage de l'entreprise marocaine Ciment d'Afrique (Cimaf), installée dans la zone industrielle de Yopougon (Abidjan) depuis 2013. Cette nouvelle broyeuse, qui a nécessité un investissement de 16 Mds FCFA, portera la production de Cimaf de 500 000 à près d'un million de tonnes de ciment par an. Cette ligne renforce significativement la capacité de production locale de ciment, qui passe de 3,65 à 4,65 millions de tonnes. A l'occasion de cette inauguration, le PDG de Cimaf a annoncé l'ambition de son groupe de construire une nouvelle usine de production de ciment, d'une capacité annuelle d'1 million de tonnes, à San-Pedro.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Services

### ▼ Lancement d'une école de formation franco/sud-africaine de pilotes de drones

RPAS Training Academy et Delta Drone Africa ont annoncé le 22 janvier la création d'une «joint-venture», *The Drone Consortium*, destinée à conjuguer leur expertise pour former des pilotes de drones en Afrique du Sud utilisant des systèmes Delta Y (drone à voilure fixe) et Delta X (mutlirotors) conçus et fabriqués par la PME française Delta Drone. RPAS Training Academy est la première école de formation de pilotes certifiée par la *South Africa Civil Aviation Authority* (SACAA). La formation spécifique au télépilotage des systèmes Delta Y et Delta X

s'appuiera sur la collaboration entre RPAS Training Academy et l'Ecole française du drone (EFD), filiale de Delta Drone, spécialisée dans la formation.

✉ [thomas.curelli@businessfrance.fr](mailto:thomas.curelli@businessfrance.fr)

### ▼ Djibouti : révision des tarifs Internet mobile

L'entreprise publique Ethio Telecom, unique opérateur de télécom en Ethiopie, a annoncé une révision des tarifs internet mobile. Un tarif unique de 0,35 ETB (0,015 EUR) par Mo sera désormais appliqué sur les technologies 2G, 3G et 4G, contre 0,46 ETB (0,02 EUR) pour la 2G et la 3G et 0,55 ETB (0,023 EUR) pour la 4G auparavant. Cette baisse des tarifs vise à élargir le nombre d'abonnés au service d'internet mobile.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : expansion du commerce de détail formel

Le secteur du commerce de détail kényan serait, selon une étude d'*Oxford Business Group*, le 2ème le plus formalisé d'Afrique subsaharienne. Le commerce formel représente de 30 % à 40 % du secteur, deux fois moins qu'en Afrique du Sud mais deux fois plus qu'au Nigeria. *Two Rivers Mall* est le plus grand projet en cours (589 M USD), situé dans la périphérie de Nairobi et dont l'ouverture est prévue en mars 2016. Même si les plus grands centres commerciaux sont concentrés à Nairobi et à Mombasa, les investisseurs visent de plus en plus les autres grandes villes (Kisumu, Eldoret). Tirée par la hausse des dépenses de consommation, cette croissance devrait se poursuivre, notamment avec l'arrivée d'entreprises étrangères.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : progression de l'inclusion financière

Selon *FinAccess Household Survey*, 82,6% des kényans ont eu recours à au moins un type de services financiers en 2015 contre 74% en 2013. L'utilisation de services financiers formels a le plus progressé et représente 75% des services financiers utilisés, contre 67% en 2013. Ce développement est notamment porté par le recours accru aux solutions mobiles offertes par les banques. Ceci explique l'essentiel de la progression de l'accès à un compte bancaire ou un service d'épargne (66,4% contre 58,4% en 2013). Les services financiers mobiles au sens large, y compris les services de transferts d'argent type M-PESA, sont utilisés par 71,4% de la population.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : introduction des télécommunications 4G au Soudan

L'opérateur de téléphonie mobile Zain Soudan, filiale du groupe de télécommunications koweïtien Zain, a obtenu l'autorisation de commercialiser des services 4G au Soudan. Dans un marché télécoms dominé par MTN Soudan et Sudani de Sudatel, son entrée dans la 4G vise à lui conférer un avantage concurrentiel. L'année dernière la société avait annoncé un investissement de près de 200 M USD pour étendre et développer son infrastructure sans fil en 2015 et 2016. Elle avait également déjà déployé un réseau 4G à Khartoum et n'attendait plus que l'autorisation du gouvernement pour commercialiser son très haut débit. C'est désormais chose faite.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : baisse de 60 % de l'activité portuaire du pays

Selon le président de l'*Association of maritime Trucks Owners* (AMATO), les principaux ports du pays ont enregistré une baisse de leur activité en volume de 60 % en 2015 en glissement annuel. Le transport maritime, reposant sur l'importation de produits étrangers facturés en USD, est directement impacté par les restrictions d'accès aux devises et l'écart important entre les taux de change NGN/USD officiel et parallèle. Cette situation bénéficie aux ports béninois et ghanéens, choisis par les armateurs pour assurer leurs liaisons en Afrique de l'Ouest.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ L'opérateur de téléphonie mobile MTN s'acquitte d'une partie de son amende record

L'opérateur mobile sud-africain MTN vient de réaliser un premier paiement d'environ 250 M USD (50 Mds NGN) sur les 3,9 Mds USD demandés par le régulateur nigérian des télécommunications (NCC) en raison de plusieurs millions de cartes SIM non-enregistrées. MTN a également retiré sa plainte à l'encontre de NCC déposée en décembre dernier, espérant ainsi que le montant de l'amende fixée sera, une nouvelle fois, revue à la baisse (initialement, 5,2 Mds USD). Suite à cet acte de bonne volonté, le ministre des Communications a annoncé que des négociations allaient être engagées en vue d'un règlement à l'amiable du différend.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Paiement électronique : Visa débarque à Abidjan

Le fournisseur américain de solutions électroniques de paiement Visa va ouvrir un bureau à Abidjan, son premier en Afrique de l'Ouest, selon une décision arrêtée par le groupe américain en février et entérinée après deux audiences avec Thierry Tanoh, secrétaire général délégué de la présidence de la République, chargé des Affaires économiques et financières, et Koné Adama, ministre auprès du premier ministre, chargé de l'Économie et des finances. Le nouveau bureau sera situé dans le centre d'affaires Regus, au coeur de la commune du Plateau à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire. C'est le septième bureau africain de Visa, après l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, le Rwanda, le Kenya et le Nigeria.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Côte d'Ivoire : trois nouveaux concurrents pour Canal+

A l'issue d'un appel d'offres qu'elle avait lancé en avril 2015, la Haute autorité ivoirienne de la communication audiovisuelle (HACA) a retenu trois nouveaux opérateurs pour la distribution, par câble ou par satellite, de services de radiodiffusion sonore et de télévision en Côte d'Ivoire. Il s'agit du chinois Startimes et de deux sociétés ivoiriennes (Akwaba Télé SA et TV-Com Côte d'Ivoire SA). Ces trois nouvelles sociétés seront en concurrence avec Canal+ (filiale du groupe Vivendi) qui jusqu'alors était le seul opérateur sur le marché ivoirien, avec 300 000 abonnés à 200 chaînes de télévision et de radio.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ **Ethiopie : East African Aviation lance le premier service ambulancier aérien du pays**

East African Aviation a lancé en février 2016 le premier service de transport en ambulance aérien de l'Ethiopie. Cette société privée, fondée par le capitaine, et ancien pilote professionnel d'Ethiopian Airlines, Mulat Lemlemayehu, gère également une école de pilotage et des services de fret aériens. La flotte d'EAA est équipée avec du matériel médical de pointe, dont une unité de soins intensifs, et le personnel a bénéficié d'une formation médicale spécialisée. EAA espère proposer ses services rapidement aux pays voisins (Djibouti, Soudan du Sud, Somalie et également le Somaliland) ; assurant des liaisons avec Dubaï et l'Afrique du Sud notamment.

✉ [magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:magali.pialat@businessfrance.fr)

### ▼ **Ethiopian Airlines poursuit son expansion et entre au capital de Rwandair**

Ethiopian Airlines a finalisé début 2016 les négociations avec la compagnie aérienne Rwandair pour un partenariat capitalistique et commercial (49 % des parts). Ethiopian Airlines opérait déjà la maintenance technique de la flotte rwandaise et est également en négociations avec la République démocratique du Congo pour des accords similaires. EA s'intéresserait également à l'Ouganda. Ces discussions font suite à des accords conclus avec le Malawi et le Soudan du sud pour la prise de participation et la gestion des compagnies nationales de ces deux pays en 2015.

✉ [magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:magali.pialat@businessfrance.fr)

### ▼ **Barclays officialise la cession de sa filiale panafricaine, évaluée à plus de 4 Mds EUR**

Le groupe bancaire britannique Barclays a confirmé son ambition de céder ses parts dans *Barclays Africa Group Limited* (BAGL). BAGL compte 12 millions de clients à travers douze pays africains (principalement en Afrique australe et orientale ainsi qu'au Nigeria et au Ghana), pour 42 000 employés et 1 251 agences. En 2015, les revenus de Barclays Africa Group ont augmenté de 6% pour atteindre 6,198 Mds de rands (3,986 Mds EUR), pour un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 14,287 Mds de rands (847,62 M EUR). Maria Ramos, directrice général de Barclays Africa Group a tenu à rappeler que la sortie annoncée de son actionnaire majoritaire « n'affectera en aucune manière les clients du groupe bancaire ».

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ **La Côte d'Ivoire met Huawei face à ses responsabilités**

L'équipementier de télécoms Huawei Technologies a maille à partir avec le gouvernement ivoirien, qui lui impute des malfaçons dans l'exécution de son contrat d'installation du réseau de fibre optique Backbone Ouest reliant Abidjan à San Pedro puis Tabou, Man, Odienné et Korhogo. Les autorités ont donné jusqu'au mois de juin au groupe chinois pour remettre à niveau les quelque 1 000 kilomètres installés entre 2012 et 2015, financés par un prêt de la China Exim Bank de 27,5 Mds F CFA (41,9 M EUR). Bruno Koné, le ministre de l'Économie numérique, soutenu par Daniel Kablan Duncan, le premier ministre, a discuté pendant plus d'un an avec le gouvernement chinois et le quartier général de Huawei, à Shenzhen, pour obtenir une reprise des travaux.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **En Côte d'Ivoire, Ali Hojeij bouscule Unilever et Nestlé**

Cosmétiques, lessive, mayonnaise... Sur ces produits, le patron de Sivop et de Sipro-Chim s'est taillé la part du lion. Aujourd'hui, au grand dam des multinationales, il se lance dans les bouillons en cube. Ali Hojeij est un homme discret, mais son groupe est un poids lourd en Côte d'Ivoire. La branche parfums et cosmétiques a engrangé quelque 25 Mds FCFA de chiffre d'affaires en 2015, pour un résultat net de 900 M FCFA. Mais le créneau des produits alimentaires et des produits d'entretien est beaucoup plus dynamique. Bien plus récente (début des années 2000), cette activité représente désormais près de 50 % des revenus du groupe, avec un chiffre d'affaires de 22 Mds FCFA en 2015, pour 1,2 Md de résultat net.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Guinée équatoriale : projet de diversification de l'industrie pétrolière**

Le 25 février, le premier ministre Vicente E Hate Tomi, a reçu le président de l'entreprise pakistanaise Engro Fertilizers Limited, Ruhail Mohammed. Les deux parties ont échangé sur le projet de Révolution pétrochimique de la Guinée équatoriale (REPEGE), destiné à diversifier les sources de croissance économique en industrialisant progressivement le pays. Le président de cette société spécialisée dans la pétrochimie a fait connaître son intérêt et son intention d'investir dans ce projet de diversification, dont la phase initiale commencera en mars prochain avec la construction d'un complexe pétrochimique à Riaba, située sur la partie continentale.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ **Ethiopie : petit-déjeuner d'information autour du ministre des Transports et des principaux acteurs éthiopiens du secteur**

Les principales sociétés et organisation du secteur des transports seront présentes le 30 mars à Paris, en visite avec le ministre des Transports éthiopien Workeneh Gebeyehu : *Ethiopian Road Authority, Ethiopian Railway Corporation, Ethiopian Airlines, Ethiopian Airport Enterprise et Ethiopian Shipping Line Enterprise*. Une présentation des grands projets aura lieu de 8h30 à 10h30 dans les locaux de Business France Paris. Inscription gratuite ; places limitées : david.beaudlet@businessfrance.fr - Tél : 01 40 73 36 48

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

### ▼ **Madagascar : recherche de solutions durables à la sécheresse récurrente dans le sud du pays**

À l'issue de la concertation nationale pour la recherche de solutions durables au problème récurrent de la sécheresse qui s'est déroulé les 19 et 20 février 2016 à Ambovombe, un plan d'action visant à approvisionner en eau le sud du pays et comportant 21 engagements a été élaboré. Chaque engagement fera l'objet d'un plan de mise en œuvre détaillé. Il est prévu que le projet dans son ensemble soit ensuite présenté au groupe de dialogue stratégique qui se tiendra le 31 mars, puis à la conférence des bailleurs et des investisseurs (CBI) qui est prévue à Paris. La population du sud est régulièrement affectée par des problèmes de malnutrition aiguë en raison des sécheresses récurrentes.

✉ maguy.ferrand@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Gabon : Ali Bongo Ondimba candidat à l'élection présidentielle**

Le président Ali Bongo Ondimba a annoncé sa candidature pour un second mandat à la prochaine élection présidentielle qui devrait se tenir en août prochain. Cette candidature a été annoncée à Port-Gentil, et non à Libreville, soulignant ainsi l'intérêt porté à la capitale économique du pays en cette période de crise.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : visite d'Etat du président Buhari en Arabie saoudite et au Qatar du 22 au 28 février 2016**

En Arabie saoudite, le président Buhari a abordé la question de la stabilité des prix du pétrole avec le Roi Salman, exprimant le souhait que l'OPEP prenne des mesures pour stabiliser le marché du pétrole, et jugeant le prix du baril « inacceptable ». Le Nigéria et le Qatar ont signé un accord bilatéral relatif aux services aériens avec le Qatar, qui ouvre la voie à l'établissement de vols directs entre les grandes villes des deux pays. Le président Buhari a également entamé des discussions avec l'émirat pour l'établissement d'une compagnie nationale nigériane, qui serait créée en partenariat avec Qatar Airways.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Côte d'Ivoire : visite du président turc**

Le président turc, Recep T. Erdogan, a entamé le 28 février une visite de 48h à Abidjan. Il était accompagné de 150 hommes d'affaires turcs. Cette visite visait à renforcer la coopération

économique entre les deux pays. Elle faisait suite à celle qu'avait effectuée en mars 2015 le président ivoirien en Turquie. Neuf nouveaux accords relatifs à divers secteurs (agro-industrie, défense, BTP, évasion fiscale, etc.) ont été signés. Le volume d'IDE turcs vers la Côte d'Ivoire, bien qu'encore modeste, a plus que doublé entre 2014 et 2015, passant de 18 M EUR à 47 M EUR. Les échanges commerciaux atteignent 350 M EUR (104 M EUR d'exportations turques et 246 M EUR d'exportations ivoiriennes). La Côte d'Ivoire souhaite porter ce chiffre à 1 Mds USD d'ici 2020.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

